

## LES MISSIONS DE L'ONU EN HAÏTI

La première intervention des Nations Unies en Haïti date de février 1993, lorsque la Mission civile internationale conjointe ONU – OEA (Organisation des Etats Américains) a été déployée en Haïti.

En septembre 1993, le Conseil de sécurité a établi la première opération de maintien de la paix dans le pays : la Mission des Nations Unies en Haïti (**MINUHA**).

En juillet 1994, le Conseil de sécurité a autorisé le déploiement d'une force multinationale de 20 000 membres pour faciliter le retour rapide des autorités haïtiennes légitimes, maintenir la sécurité et la stabilité dans le pays et promouvoir l'état de droit. La force multinationale a été suivie par une série de missions successives des Nations Unies de 1994 à 2001, dont notamment la MINUHA qui a assumé l'intégralité de ses fonctions en mars 1995, la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti (**MANUH**), la Mission de Transition des Nations Unies en Haïti (**MITNUH**) et la Mission de Police civile des Nations Unies en Haïti (**MIPONUH** - décembre 1997 à mars 2000).

En 2004, Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (**MINUSTAH** 2004 au 15 octobre 2017).

Le 13 avril 2017, mandat de la Mission des Nations Unies pour l'appui à la Justice en Haïti (**MINUJUSTH**).

Le Bureau intégré des Nations unies en Haïti (**BINUH**) dans le prolongement de la MINUSTAH et la MINUJUSTH (25 juin 2019). Ce bureau sera chargé de « conseiller » et « d'épauler » le gouvernement haïtien.

L'ONU n'a pas ménagé ses efforts en Haïti... mais pour le peuple haïtien, le bilan est mitigé. La situation du pays ne s'est pas améliorée :

- en 2011, une délégation de l'ONU a apporté une épidémie de choléra, sans aide pour ceux qui en ont été atteints, faisant beaucoup de morts...
- les abus sexuels sont restés impunis
- la misère est toujours aussi grande
- l'inflation est galopante
- les gangs ont pu se développer (ils seraient plus de 100 dans le pays dont la moitié dans la capitale Port au Prince). Ils font régner la peur
- ils bloquent les issues de la capitale et empêchent les échanges, l'économie
- de plus en plus d'enfants ne sont pas scolarisés à cause de la violence
- des hôpitaux ont dû fermer à cause des gangs
- le président a été assassiné et n'a toujours pas de remplaçant
- la justice n'existe plus.

Et alors ?